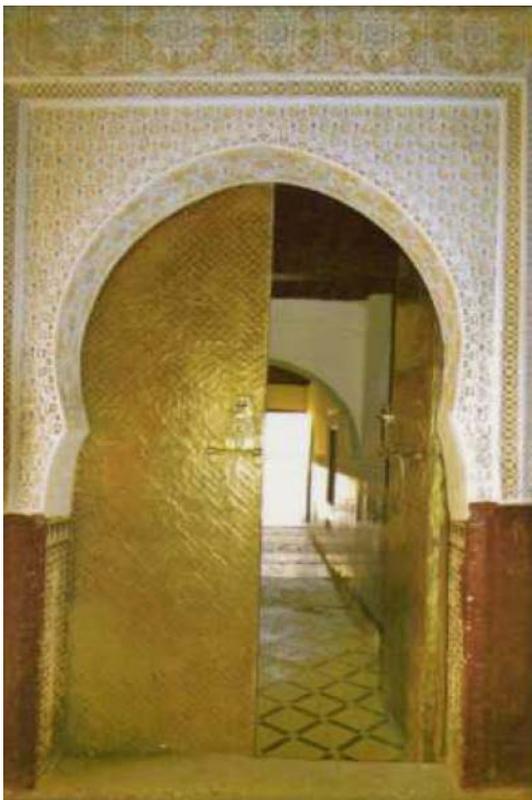

Brésil-Maghreb
Globalité nécessaire
et enjeux économiques stratégiques



Élodie Brun

Octobre 2011

The Institut français des relations internationales (Ifri) is a research center and a forum for debate on major international political and economic issues. Headed by Thierry de Montbrial since its founding in 1979, Ifri is a non-governmental and a non-profit organization. As an independent think tank, Ifri sets its own research agenda, publishing its findings regularly for a global audience. Using an interdisciplinary approach, Ifri brings together political and economic decision-makers, researchers and internationally renowned experts to animate its debate and research activities. With offices in Paris and Brussels, Ifri stands out as one of the rare French think tanks to have positioned itself at the very heart of European debate.

With the support of the OCP Group



ISBN: 978-2-86592-945-0
© All rights reserved, Ifri, 2011

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel: +33 (0)1 40 61 60 00
Fax: +33 (0)1 40 61 60 60
Email: ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Brussels – BELGIUM
Tel: +32 (0)2 238 51 10
Fax: +32 (0)2 238 51 15
Email: info.bruxelles@ifri.org

WEBSITE: ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
UN HERITAGE A NE PAS NEGLIGER	4
DES LIENS DE COOPERATION ACCRUS MAIS NON-PRIORITAIRES	8
DES PARTENAIRES ECONOMIQUES SECTORIELLEMENT IMPORTANTS	14
EFFETS DES REVOLUTIONS ARABES ENTRE REACTION TIMIDE ET RESISTANCE COMMERCIALE	24
CONCLUSION	27
RECOMMANDATIONS	29
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXE	31

Introduction

Des cinq membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le Brésil est sans doute celui qui doit le plus sa notoriété à la diplomatie intense menée durant les deux mandats de Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010). Cette stratégie est certainement liée au fait que, petit émergent malgré tout – il ne représente que 1,22 % des exportations et 1,05 % des importations mondiales contre 9,60 % et 7,91 % pour la Chine en 2009¹ et il est presque 60 fois moins peuplé que l'Inde –, la visibilité internationale du Brésil dépend en partie d'un fort activisme diplomatique.

Le président brésilien s'est de manière récurrente positionné en faveur d'une intensification des relations avec les pays en développement. Son gouvernement a d'ailleurs participé activement à la création de plusieurs rassemblements Sud-Sud tels que les Sommets Amérique du Sud-Pays Arabes (ASPA) et Amérique du Sud-Afrique (ASA) ou encore le Forum de dialogue IBAS avec deux autres émergents, l'Inde et la Afrique du Sud. Dans les enceintes multilatérales de même, la diplomatie brésilienne a régulièrement cherché à s'allier avec d'autres États du Sud, par exemple dans le cadre des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) autour du G-20 commercial en 2003 mais également lors de la Conférence de Copenhague sur le changement climatique de 2009, où a été lancé le BASIC (Brésil-Afrique du Sud-Inde-Chine). L'engagement brésilien s'exprime enfin par le profil des déplacements présidentiels à l'étranger ; Lula s'est en effet plus rendu au sein du monde en développement que chez ses partenaires développés (excluant les voyages effectués pour assister à des conférences onusiennes).

Le dynamisme diplomatique brésilien conduit à s'interroger sur l'évolution des rapports qu'entretient le pays sud-américain avec des partenaires en développement, qui font moins souvent l'objet attention, par exemple concernant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Il s'agit d'analyser le degré d'universalisation atteint par les relations internationales du Brésil mais également les différents canaux qui traduisent ce mouvement.

¹ Pour le commerce des marchandises. Population du Brésil en 2009 : 194 millions ; de l'Inde : 1,2 milliard.
<<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=BR,CN,IN>> (consulté le 1^{er} août 2011).

Comment s'exprime le rapprochement opéré entre le Brésil et les États du Maghreb ? Se cantonne-t-il seulement à la sphère diplomatique ?

Nous proposons donc dans cette note, une étude sur le profil qu'adopte les relations Brésil-Maghreb. En circonscrivant la période aux deux mandats du président Lula, nous ne signifions pas que l'évolution des liens est entièrement due aux actions gouvernementales. De même, notre attention porte sur les flux entre un État sud-américain et trois pays maghrébins ; nous ne nous pencherons donc pas sur les motivations des acteurs à l'égard de cette orientation diplomatique.

Nous rappellerons tout d'abord l'héritage historique de la diplomatie brésilienne dans le tiers-monde. Puis nous décrypterons les expressions concrètes des aspirations gouvernementales brésiliennes de rapprochement avec le Sud sur les rapports avec le Maghreb durant les deux mandats du président Lula.

Cependant, la hausse des relations ces dernières années ne peut être comprise sans ajouter d'autres facteurs d'intensification, notamment économiques.

Les révoltes populaires qui éclatent à la fin 2010 bouleversent, parfois d'une manière inédite, les situations politiques des pays maghrébins. De tels changements peuvent potentiellement affecter les politiques étrangères maghrébines ; le rapprochement brésilien avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est donc potentiellement concerné. Il semble nécessaire, dans un dernier point, de commencer à se demander en quoi ces événements se ressentent sur les relations avec le Brésil.

Avant de commencer, une précision supplémentaire s'impose. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie ne sont pas enfermés dans une zone géographique précise pour les diplomates brésiliens qui les situent aussi facilement avec les pays arabes qu'au sein du continent africain. Cette spécificité importe puisqu'elle suppose que ces trois États sont inclus dans plus de processus de rencontres que les autres. Ainsi participent-ils à la fois aux Sommets Amérique du Sud-Pays Arabes (ASPA) et Amérique du Sud-Afrique (ASA).

Un héritage à ne pas négliger

Le dynamisme de la diplomatie encouragée par le président Lula tend à effacer l'histoire brésilienne. Or, les relations du Brésil avec l'Afrique - et les pays du Maghreb - ne sont pas inédites. Les relations contemporaines remontent aux vagues de décolonisation africaine, dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou par la reconnaissance diplomatique. La position brésilienne est toutefois longtemps restée ambivalente. Tirillée entre l'établissement de liens avec le tiers-monde et le maintien de bonnes relations avec ses partenaires traditionnels, la diplomatie brésilienne n'a pas été une fervente supportrice des causes indépendantistes à l'ONU. Dans les années 1950, elle suit la position des États-Unis de ne rien approuver sur la Tunisie et le Maroc. De même au début des années 1960, si le Brésil se distingue dans la lutte pour le Rwanda et le Burundi, il reste inflexible sur l'Angola (vis-à-vis du Portugal) et cherche des sophismes légaux pour justifier ses positions sur l'Algérie². Deux universitaires brésiliens en concluent que la diplomatie brésilienne agit comme « un spectateur passif, continuant sa politique d'éloignement et d'appui discret aux puissances coloniales », à propos des dossiers tunisien, marocain et algérien³.

La stratégie africaine du Brésil a évolué en fonction des gouvernements – les analystes brésiliens ont l'usage de la décrire comme une politique de va-et-vient⁴, avec des périodes d'intensification et d'autres de reflux. Le rapprochement avec le continent africain a connu deux périodes phares : la « Politique extérieure indépendante » (1961-1964) et le « Pragmatisme œcuménique et responsable », suivi par une période d'« universalisme » à l'époque du régime militaire (1974-1985).

² J. H. Rodrigues, *Brasil e África: Outro Horizonte*, 1982, 3^e éd. p. 447 et 462.

³ P. P. Filho, A. C. Lessa, « O Itamaraty e a África: As Origens da Política Africana do Brasil », *Estudos Históricos*, vol. 39, janvier-juin 2007, p. 4-6. Extrait original : « um espectador passivo, continuando com sua política de distanciamento e de apoio discreto às potências coloniais » (p. 6).

⁴ Par exemple, H. Altemani, F. A. Albuquerque Mourão, « O processo de definição da política externa africana no Brasil », in J. A. G. Albuquerque, H. Altemani (dir.), *A política externa brasileira na visão de seus protagonistas*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2005, p. 47-78 ; et C. Ribeiro, « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009, p. 71-91.

Plusieurs variables ont guidé la diplomatie africaine du Brésil, dont certaines se ressentent au moment de la relance des relations, encouragée par le président Lula. D'une part, les pays lusophones représentent une cible privilégiée ; d'autre part, les États bordant la côte atlantique font partie des priorités brésiliennes, notamment pour des questions militaires (contrôle du sud de l'océan dans un contexte de guerre froide) ; enfin, les intérêts économiques déterminent également les principaux partenaires. Notamment à partir de 1974, à la suite du choc pétrolier, les dirigeants brésiliens prennent conscience de leur dépendance vis-à-vis des importations d'hydrocarbures, vitales pour le maintien du modèle d'industrialisation par substitution des importations (ISI). La première tournée d'un président brésilien en Afrique, le général João Baptista de Oliveira Figueiredo, a lieu en 1983 et honore le Nigeria, le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et l'Algérie⁵. Un pays du Maghreb fait donc partie de cette tournée et il s'inclut clairement parmi les cibles économiques. Dès l'année suivante, le Maroc est visité par le même dirigeant pour des motifs similaires. En effet, selon des informations publiées par l'ambassade du Brésil au Maroc, une visite du Premier ministre marocain Mohamed Maati Bouabid en 1980 « a ouvert les portes aux échanges commerciaux entre les deux pays ; et aboutira deux ans plus tard à la conclusion d'un accord commercial bilatéral »⁶.

Historiquement, les relations commerciales du Brésil avec le Maghreb peuvent être qualifiées de modestes ou instables en fonction des cas (Fig. 1 et 2). Concernant les exportations, les variations sont importantes, notamment avec l'Algérie, ce qui peut être lié aux problèmes internes que ce pays a connus depuis son indépendance. La Tunisie et surtout le Maroc tendent à acheter de plus en plus de produits brésiliens, en particulier le Maroc, à partir des années 1980, ce qui coïncide avec la date de la signature de l'accord commercial. Du côté des importations, l'Algérie se dégage nettement comme principal partenaire dès les années 1980, en dépit d'importantes fluctuations des échanges.

Dans le sillage de la crise de la dette et des crises financières au Brésil, les relations sont restreintes. Par exemple, le gouvernement brésilien décide de fermer son ambassade à Tunis en 1999⁷. En janvier 1996 est inauguré un vol São Paulo-Rio de Janeiro-Casablanca-Athènes-Bruxelles par la compagnie brésilienne VASP

⁵ E. G. Vargas, *Cronologia das Relações Internacionais do Brasil*, Brasília, FUNAG/Contraponto, 2007, 2^e éd., p. 227-228.

⁶ Se reporter au site Internet suivant :

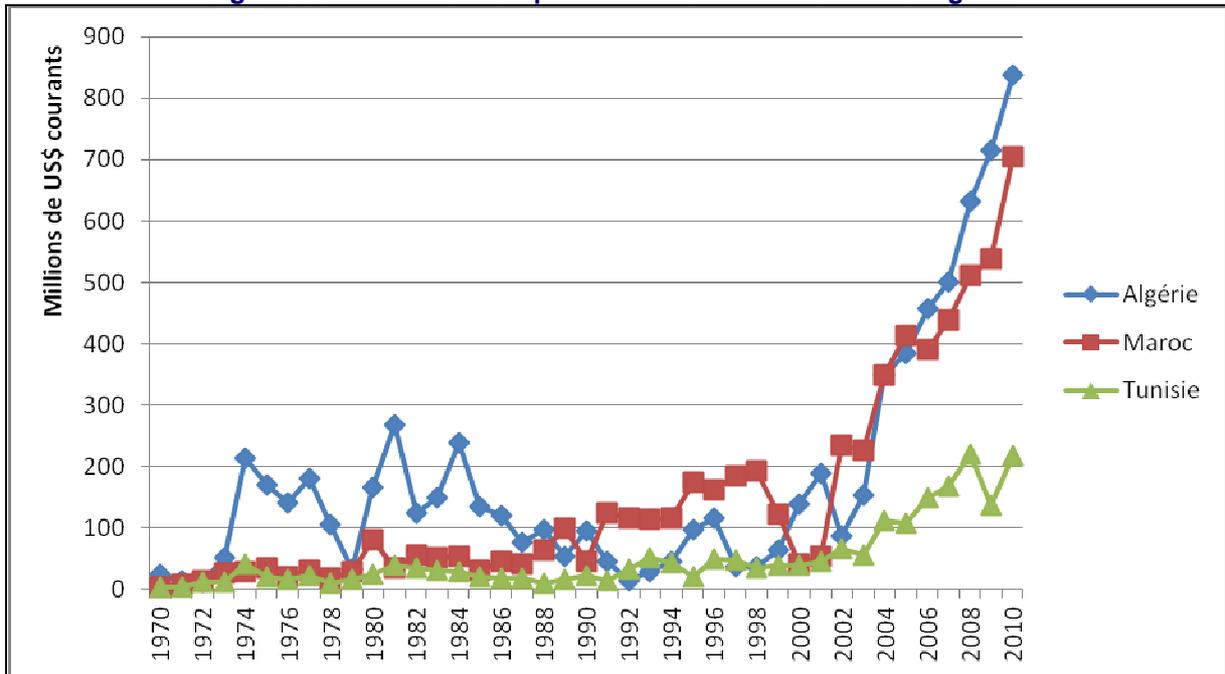
<http://www.ambassadedubrasil.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=58&lang=fr> (consulté le 1^{er} août 2011).

⁷ « Visita do Chanceler da Tunísia ao Brasil, Senhor Habib Ben Yahia (12 a 16 de março de 2002) », *Note du MRE*, n° 120, 12 mars 2002.

mais il est suspendu dès décembre de la même année⁸. Le futur président brésilien hérite donc d'un contexte en demi-teinte, connaissant tout de même une légère reprise. Les échanges repartent en effet à la hausse (Fig. 1 et 2) et le gouvernement retrouve une certaine dynamique ; par exemple, l'ambassade de Tunis est réouverte dès 2001.

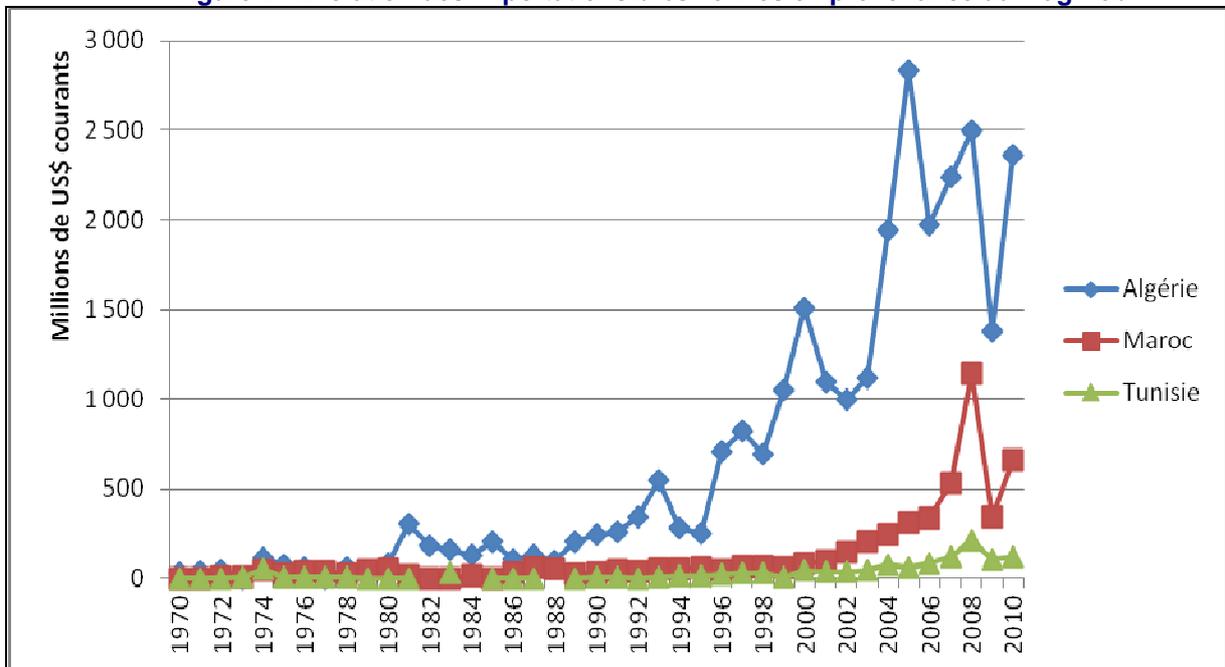
⁸ Se reporter au site Internet suivant :
<http://www.ambassadedubresil.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=58&lang=fr> (consulté le 1er août 2011).

Figure 1 : Évolution des exportations brésiliennes vers le Maghreb



Source : UN Comtrade.

Figure 2 : Évolution des importations brésiliennes en provenance du Maghreb



Source : UN Comtrade.

Des liens de coopération accrus mais non-prioritaires

L'arrivée au pouvoir de Lula, issu du Parti des travailleurs (PT), traditionnellement favorable au rapprochement avec les pays en développement, a coïncidé avec une meilleure santé économique brésilienne. L'équipe gouvernementale mène alors une diplomatie très active, qui vise à rendre la présence brésilienne plus globale. Les pays du Maghreb n'échappent pas à cette offensive. Le Tab. 1 montre l'accélération des visites de haut niveau entre le Brésil et l'Algérie, le Maroc et la Tunisie entre 2003 et 2010.

On remarque que le président Lula a voyagé dans un pays du Maghreb, l'Algérie, en 2006, en réponse à la venue du président algérien l'année précédente. Le roi du Maroc s'est également rendu à Brasilia, à l'occasion d'une tournée sud-américaine. Les États maghrébins expriment donc aussi un intérêt à se rapprocher de leur partenaire brésilien.

Le lancement des sommets Amérique du Sud-Pays Arabes (ASPA) à l'initiative du dirigeant brésilien a facilité les échanges et confirme la réciprocité maghrébine⁹. La première rencontre s'est tenue à Brasilia en mai 2005, co-organisée par le Brésil et l'Algérie. Elle est d'ailleurs l'occasion de la visite d'Abdelaziz Bouteflika. Le gouvernement marocain se montre également très actif dans ce processus : il reçoit une importante réunion préparatoire à Marrakech en mars 2005, s'engage dans un premier temps à recevoir le second sommet en 2008, puis accueille la seconde réunion de suivi des ministres de l'Économie à Rabat en mai 2007¹⁰.

⁹ Un même type de rencontres existe entre l'Amérique du Sud et l'Afrique (ASA), dont deux sommets ont eu lieu, à Abuja en novembre 2006 et à l'Île de Margarita en septembre 2009. Mais les pays du Maghreb y semblent moins actifs.

¹⁰ Informations disponibles sur <<http://www.aspa3.com/>> (consulté le 6 août 2011).

Tab. 1 : Visites des chefs d'État et des ministres des Affaires étrangères

Dates	Déplacements
12-13 avril 2004	Visite du ministre des Affaires étrangères du Maroc, Mohamed Benaïssa
25-26 novembre 2004	Visite du roi du Maroc, Mohammed VI
17-25 février 2005	Tournée de Celso Amorim (ministre des Affaires étrangères brésilien de 2003 à 2010) dans les pays arabes, dont la Tunisie et l'Algérie
22-25 mars 2005	Visite de Celso Amorim en Algérie (Ligue arabe) et au Maroc (réunion préparatoire d'ASPA I)
9 mai 2005	Rencontre entre Celso Amorim et son homologue tunisien, Abdelbaki Hermassi, en marge du premier sommet ASPA
12-13 mai 2005	Visite du chef d'État algérien, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion du sommet ASPA
16-19 janvier 2006	Visite du ministre des Affaires étrangères de Tunisie, Abdelwahab Abdallah
20-21 janvier 2006	Visite du ministre des Affaires étrangères du Maroc, Mohamed Benaïssa
8-9 février 2006	Quatrième tournée africaine de Lula avec Celso Amorim, incluant l'Algérie
18 avril 2006	Visite du ministre des Affaires étrangères d'Algérie, Mohammed Bedjaoui
14 mars 2007	Visite du ministre des Affaires étrangères du Maroc, Mohammed Benaïssa
22-26 juin 2008	Tournée de Celso Amorim au Maghreb : – 22-23 juin : Algérie – 24-25 juin : Maroc – 26 juin : Tunisie
2-5 septembre 2009	Tournée nord-africaine de Celso Amorim (avec un voyage en Inde interposé) : – 2 septembre : Tunisie – 5 septembre : Maroc
14 décembre 2009	Visite du ministre des Affaires étrangères tunisien, Abdelwahab Abdallah
19-20 juillet 2010	Visite du ministre des Affaires étrangères d'Algérie, Mourad Medelci

Source : Itamaraty, <<http://www.itamaraty.gov.br/temas/balanco-de-politica-externa-2003-2010>> (consulté le 6 août 2011).

Le renforcement des liens du Brésil avec le Maghreb ne se résume néanmoins pas aux visites diplomatiques ; des accords de coopération technique et scientifique ont également été concrétisés. Le Tab. 2 présente quelques exemples de projets entre le Brésil et ses trois partenaires du Maghreb, gérés par l'Agence brésilienne de coopération (ABC). Les accords restent assez ponctuels et ne traduisent pas une spécialisation thématique particulière mais ils portent plutôt sur des domaines d'excellence brésiliens, comme l'agriculture en zones non tempérées. Le Brésil propose une assistance technique, mais il arrive aussi qu'il emprunte des savoir-faire qui pourraient lui servir pour améliorer sa productivité. Par exemple, l'Entreprise d'État brésilienne de recherche agronomique et d'élevage (Embrapa), a signé un accord qui permet des échanges de grains de blé et d'orge avec la Tunisie¹¹.

La coopération semble être plus fonctionnelle dans le cas algérien car, pour le Maroc et la Tunisie, les négociations courent parfois depuis au moins 2007. C'est le cas des projets de partenariat dans l'enseignement du textile et de la construction civile au Maroc et du développement de l'eucalyptus en Tunisie¹².

Des liens transnationaux existent aussi, ponctuellement, en dehors des sphères gouvernementales. Depuis 1991, l'Initiative du Sud face à la mondialisation pour les droits des travailleurs (SIGTUR) réunit des syndicats de plusieurs pays de l'hémisphère Sud dans le but principal d'échanger des expériences. En 2010, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Tunisie, Abdesslem Jerad, ainsi que son adjoint, ont participé au IX^e congrès qui s'est tenu à São Paulo¹³.

¹¹ « Parceria permitirá intercâmbio de material genético de trigo com a Tunísia », *Note de l'Embrapa*, 6 novembre 2008.

¹² ABC, *South-South Cooperation Activities Carried Out by Brazil*, rapport, 2007, p. 69 et 78.

¹³ « Tunísia troca experiência sindical com o Brasil », *ANBA*, 21 avril 2010 : des représentants de 26 pays sont présents.

Tab. 2 : Projets de coopération technique Brésil-Maghreb en 2010

Description du projet	Suivi des accords
Algérie	
Formation technique en procédures de chirurgie cardiaque pédiatrique	En exécution
Gestion et suivi des écosystèmes forestiers	En exécution
Développement intégré et durable du bassin hydrographique de la rivière Touil	En exécution
Conservation des ressources hydriques et des sols en zones humides de la rivière du Tell orientale	En exécution
Gestion et standardisation de l'accompagnement dans le domaine des brûlures	En exécution
Transfert de connaissances relatives à la production de pierres taillées, de bijoux et d'artisanat minéral	En exécution
Revitalisation du viaduc Sidi-Rached de Constantine (faire un rapport)	Exécuté
Renforcement du bétail laitier en Algérie	En négociation
Maroc	
Soutien à la mise en place d'un chantier école pilote dans le domaine de la construction civile	En négociation
Partenariat dans le domaine du textile et de l'habillement entre l'École supérieure des industries textiles et de l'habillement (ESITH, Casablanca) et le Centre de technologie de l'industrie chimique et textile (CETIQT, Rio)	En négociation
Soutien au développement urbain du Royaume du Maroc	En négociation
Soutien à l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) pour la mise en place de sept centres de formation professionnelle en faveur des personnes handicapées physiques	En négociation
Tunisie	
Développement et valorisation des plantations d'eucalyptus en Tunisie	En négociation

Source : Agence brésilienne de coopération (ABC), *A cooperação técnica do Brasil para a África*, rapport, 2010, 186 p.

Dans l'ensemble, toutefois, le nombre modeste de projets ainsi que leur difficulté apparente à passer le stade des négociations nous amènent à définir le Maghreb comme une région non prioritaire de la diplomatie brésilienne.

Par non prioritaire, il ne faut pas entendre que le Maghreb est ignoré de la diplomatie brésilienne, mais que les relations politiques sont moins denses qu'avec d'autres régions en développement, pour diverses raisons. Celles-ci peuvent être culturelles – le Brésil se sentant plus proche des pays lusophones – ou stratégiques – ce ne sont pas les tensions de cette zone qui attirent le Brésil dans ses ambitions mondiales. Trois points nous permettent de justifier en quoi le Maghreb ne constitue pas une priorité brésilienne.

Les pays africains les plus visités par le président Lula sont des territoires lusophones : le Mozambique, où il a effectué trois déplacements en 2003, 2008 et 2010 ; et un partenaire émergent stratégique, membre des BRICS et du forum de dialogue IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) : l'Afrique du Sud, avec quatre visites en 2003, 2006, 2007 et 2010. D'autres voisins du Brésil de Lula ont en outre plus voyagé au Maghreb que lui, à savoir la présidente argentine Cristina Fernández Kirchner qui s'est rendue en Algérie et en Tunisie fin 2008¹⁴. L'Argentine a également été visitée par le roi du Maroc en 2004 ainsi que par le dirigeant tunisien, Zine el-Abidine Ben Ali, dès mars 1997¹⁵. De son côté, le chef d'État vénézuélien Hugo Chavez est venu quatre fois en Algérie, en 2000, 2001, 2006 et 2009. Ces deux derniers pays ont en commun des économies dépendantes des hydrocarbures et sont tous les deux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

De plus, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont de très faibles bénéficiaires de la coopération brésilienne. La majorité des activités de l'Agence brésilienne de coopération (ABC) se dirige en effet vers les pays lusophones. En 2007, le Cap-Vert (19,52 %), la Guinée-Bissau (18,06 %) et le Mozambique (17,15 %) étaient les principaux destinataires de la coopération destinée à l'Afrique, contre seulement 1,51 % pour le Maroc, 0,83 % pour la Tunisie et 0,22 % pour l'Algérie¹⁶.

Enfin, plus le Brésil universalise sa diplomatie, plus il est amené à faire des choix qui peuvent aller à l'encontre de certains partenaires en développement. Or, il semble que le Maroc n'ait pas toujours été privilégié par la diplomatie brésilienne lorsque celle-ci a eu à trancher entre deux États du Sud. Candidat pour recevoir l'Exposition internationale à Tanger en 2012, le gouvernement

¹⁴ Dans le cadre d'une tournée qui l'a également amenée en Libye et en Égypte. « Cristina Kirchner va a Africa, en una inusual gira de negocios », *La Nación*, 9 novembre 2008.

¹⁵ « Ben Alí, el primer presidente de Túnez que arriba a la Argentina », *La Nación*, 24 mars 1997.

¹⁶ ABC, *South-South Cooperation Activities Carried Out by Brazil*, rapport, 2007, 106 p.

marocain a démarché plusieurs pays de la région, mais le Brésil a préféré appuyer la ville sud-coréenne de Yeosu¹⁷. De plus, le Maroc n'est pas parvenu à s'assurer du soutien latino-américain dans son conflit pour le contrôle du Sahara occidental. Contrairement à d'autres pays de la région dont Cuba, l'Équateur, Panama, l'Uruguay et le Venezuela¹⁸, les autorités brésiliennes restent discrètes sur cette question et ne reconnaissent pas la République sahraouie. Officiellement, la diplomatie brésilienne affiche sa préférence pour un règlement de la question par l'ONU, tenant compte des positions de toutes les parties¹⁹. Toutefois, elle apporte de l'aide à des réfugiés sahraouis en Algérie et ne soutient pas non plus ouvertement le Maroc²⁰. Par conséquent, on observe un retrait marocain des initiatives Sud-Sud malgré un début pourtant volontaire, comme nous l'avons déjà souligné. Ainsi, le gouvernement marocain s'est finalement désisté de l'organisation du second sommet ASPA et une visite du président brésilien prévue en 2007 a été ajournée pour n'être finalement jamais réalisée²¹.

Le Maghreb ne concentre pas des enjeux prioritaires pour les aspirations globales de la diplomatie brésilienne ; pourtant, la hausse des relations entre les deux entités est avérée, ce qui nous pousse à chercher d'autres facettes de la relation, en particulier dans le domaine économique.

¹⁷ « Cúpula de sul-americanos e árabes muda », *Folha de São Paulo*, 6 janvier 2008.

¹⁸ J. J. Vagni, « L'Amérique latine – Maghreb : une relation croissante », *Afkar*, printemps-été 2006.

¹⁹ Se reporter au site Internet suivant :

<http://www.ambassadedubresil.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=58&lang=fr> (consulté le 6 août 2011). De plus, elle reste silencieuse sur le fait qu'une partie du phosphate que le Brésil importe en quantité (voir ci-après) puisse provenir des territoires revendiqués par les représentants sahraouis.

²⁰ « Assistência humanitária aos refugiados dos campos de Tindouf », *Note du MRE*, n° 470, 26 juillet 2010 : aide octroyée via le Programme alimentaire mondial.

²¹ Le second sommet ASPA a finalement eu lieu à Doha, capitale du Qatar, fin mars 2009. « Maroc-Algérie : encore le Polisario », *Jeune Afrique*, 21 septembre 2010 ; « Viagem do Lula ao Marrocos é adiada », *ANBA*, 30 mai 2007 (voyage prévu du 5 au 7 juin 2007).

Des partenaires économiques sectoriellement importants

Les relations commerciales entre le Brésil et les pays du Maghreb sont en effet en forte hausse au cours des deux mandats du président Lula. Cette tendance positive débute un peu avant son arrivée au pouvoir en 2003, mais elle s'affirme nettement depuis lors (Fig. 1 et 2). Les échanges s'inscrivent dans un mouvement plus général d'augmentation des échanges externes du Brésil, avant la crise économique qui débute en 2008²². Les évolutions sont impressionnantes, + 190 % pour le Maghreb entre 2003 et 2008, mais elles s'expliquent aussi par les très bas niveaux des échanges au départ (Tab. 3). Les relations atteignent cependant des niveaux inédits. Cette évolution du commerce externe brésilien influence et confirme les orientations diplomatiques choisies depuis 2003.

Le principal partenaire maghrébin du Brésil est l'Algérie, notamment pour les importations. Historiquement, le Maroc et l'Algérie alternent à la première place mais Alger s'est largement distinguée sur la dernière période. En 2010, ce pays concentre presque 48 % des exportations brésiliennes à destination du Maghreb et environ 75 % des importations brésiliennes en provenance de cette région. D'ailleurs, la balance commerciale est défavorable pour le Brésil dans son commerce avec l'Algérie, ce qui fait pencher la balance régionale en ce sens. La relation s'inverse avec la Tunisie qui achète plus qu'elle ne vend au Brésil (Tab. 3).

²² Ceci ne nous informe pas sur le degré d'ouverture de l'économie brésilienne qui s'avère par ailleurs assez faible.

Selon les calculs de l'OMC, le taux d'ouverture (somme des exportations et des importations, divisée par le PIB) du Brésil entre 2008 et 2010 est de 23,8 %. Un ratio faible ne signifie pas non plus forcément l'existence de fortes barrières douanières mais dépend d'autres facteurs comme la structure économique, la taille du pays et sa situation géographique.

stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=BR (06/08/2011).

**Tab. 3 : Échanges commerciaux entre le Brésil et le Maghreb
(en millions de US\$)**

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (juin)
Partenaires									
Exportations									
Maghreb	437	810	907	999	1 109	1 365	1 390	1 761	1 295
Algérie	154	349	384	457	501	632	714	839	731
Maroc	227	349	414	392	438	511	538	704	368
Tunisie	56	113	109	150	169	221	138	218	195
Importations									
Maghreb	1 367	2 260	3 201	2 384	2 890	3 862	1 826	3 151	2 030
Algérie	1 123	1 944	2 831	1 971	2 236	2 501	1 382	2 361	1 491
Maroc	202	241	311	331	532	1 144	339	665	498
Tunisie	42	74	58	82	121	216	105	124	42

Source : ministère brésilien du Développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC/SECEX), <<http://www.mdic.gov.br/sitio/interna/interna.php?area=5&menu=576>> (consulté le 4 août 2011).

Une évolution intéressante est à souligner depuis 2008. Les années s'échelonnant de 2003 à 2008 constituent une période de croissance assez exceptionnelle, tant au niveau mondial que pour chaque pays. Au Brésil, il faut remonter avant la crise de la dette pour retrouver une telle dynamique. Les pays du Maghreb connaissent également une forte expansion, avec des croissances du produit intérieur brut (PIB) supérieures aux taux brésiliens (Tab. 4).

Les Fig. 1 et 2 montrent que, malgré la petite récession brésilienne de 2009, conséquence de la crise économique et financière de 2007, les échanges avec le Maghreb ne s'en sont pas trop ressentis, hormis dans le cas des importations en provenance d'Algérie. Nous reviendrons sur ce point ci-après pour tenter de l'expliquer. Force est de constater tout de même la hausse continue des exportations brésiliennes vers l'Algérie et le Maroc. Dans les cas de contraction, à savoir des exportations vers la Tunisie et des importations de l'ensemble du Maghreb dès 2010, une reprise rapide s'observe et les échanges retrouvent au cours de cette année les niveaux d'avant la crise. Cette évolution nous semble importante à souligner car elle révèle une certaine robustesse des relations commerciales Sud-Sud.

Tab. 4 : Taux de croissance des années 2000 (en %)

Année Pays	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Brésil	3,4	0,0	0,3	4,3	1,3	2,7	1,1	5,7	3,2	4,0	6,1	5,2	(0,6)	7,5
Algérie	1,1	5,1	3,2	2,2	2,6	4,7	6,9	5,2	5,1	2,0	3,0	2,4	2,1	3,0
Maroc	(2,2)	7,7	0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7	5,6	4,9	3,3
Tunisie	5,4	4,8	6,1	4,7	4,9	1,7	5,6	6,0	4,0	5,7	6,3	4,6	3,1	3,7

Source : Banque mondiale, < <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> > (consulté le 4 août 2011).

NB : Valeurs négatives indiquées entre parenthèses.

La hausse des échanges réels ne se retrouve cependant pas en termes relatifs ; les trois États du Maghreb restent des acteurs minoritaires du commerce extérieur brésilien, y compris dans le cadre africain (Tab. 5). Seules les importations en provenance d'Algérie dépassent les 20 % des achats brésiliens d'Afrique. Par conséquent, aucun pays ne fait partie des principaux partenaires commerciaux du Brésil : en 2009, pour les exportations, l'Algérie est le 44^e client brésilien, le Maroc le 46^e et la Tunisie le 79^e ; et pour les importations, ces pays représentent respectivement les 18^e, 43^e et 65^e fournisseurs²³.

Tab. 5 : Pourcentage du Maghreb dans le commerce extérieur brésilien

Position dans les exportations	% monde		% Afrique		% monde		% Afrique	
	Année							
Pays	2003	2010	2003	2010	2003	2010	2003	2010
Algérie	0,21	0,42	5,37	9,06	2,32	1,30	34,12	20,90
Maroc	0,31	0,35	7,91	7,60	0,42	0,37	6,14	5,89
Tunisie	0,08	0,11	1,97	2,35	0,09	0,07	1,29	1,10

Source : Élaboration propre à partir de MDIC/SECEX.

²³ CEPAL, <http://www.cepal.org/comercio/serieCP/eclactrade/serie_spanish_104.html> (consulté le 4 août 2011).

Le Brésil s'avère être plus important commercialement pour les trois États maghrébins que ceux-ci ne le sont pour lui. En effet, le Brésil fait partie des dix premiers partenaires de l'Algérie et du Maroc et des 20 premiers pour la Tunisie (Tab. 6). À l'inverse, les importations en provenance d'Algérie sont les seules à se classer parmi les 20 premiers fournisseurs brésiliens.

Tab. 6 : Participation du Brésil dans le commerce extérieur du Maghreb en 2009

	Exportations	Importations
Algérie		
Classement	8	10
%	3,25	2,25
Maroc		
Classement	9	10
%	2,15	2,28
Tunisie		
Classement	17	19
%	0,69	1,04

Source : Élaboration propre à partir de *UN Comtrade*.

Face à un tel constat, tout porterait à croire que le Maghreb ne représente pas une région indispensable à l'économie brésilienne. Pourtant, s'arrêter à cette analyse d'ensemble ne permet pas de saisir l'importance commerciale du Maghreb pour le Brésil.

Les échanges sont en effet très concentrés (Tab. 7 et annexe). Les trois principaux produits exportés par le Brésil dans chacun des trois pays englobent plus de 50 % des échanges. Dans le cas du Maroc, les achats de sucre brut représentent à eux seuls presque la moitié des exportations brésiliennes. Les principales ventes brésiliennes au Maghreb se composent de produits agro-alimentaires, notamment du sucre. La puissance agricole brésilienne se retrouve donc dans les échanges avec ces trois États arabes : en 2009, le Brésil est en effet le premier producteur mondial de canne à sucre²⁴.

La concentration des importations brésiliennes est encore plus flagrante. Les hydrocarbures représentent plus de 98 % des achats brésiliens de produits algériens ; le pétrole et ses dérivés atteignent

²⁴ S. Abis, J. Nardone, « Le Brésil : future ferme du monde arabe ? », *Futuribles*, n° 356, octobre 2009, p. 13-29.

plus de 85 %. Le Maroc et la Tunisie vendent essentiellement des produits liés au phosphate : 91 % des exportations du Maroc vers le Brésil et 83 % de celles de la Tunisie en sont composées. Dans le cas tunisien, un seul bien, « autres engrais phosphatiques », englobe presque 80 % des achats brésiliens.

Tab. 7 : Concentration des échanges Brésil-Maghreb en 2008 (en %)

Flux	Principaux produits	Parts	Total
Exportations Brésil-Algérie	Sucre brut	30,18	64,77
	Viande bovine	28,06	
	Sucre raffiné	8,53	
Exportations Brésil-Maroc	Sucre brut	48,76	72,09
	Maïs non broyé	12,69	
	Graines de soja	10,64	
Exportations Brésil-Tunisie	Huile de soja	23,13	54,18
	Sucre raffiné	16,12	
	Sucre brut	14,93	
Importations Brésil-Algérie	Pétrole brut	66,59	98,21
	Produits pétroliers	20,90	
	Gaz naturel	10,72	
Importations Brésil-Maroc	Engrais	34,80	91,22
	Pentoxyde phosphoré et acides phosphoriques	27,35	
	Autres engrais phosphatiques	15,83	
	Phosphates naturels	13,24	
Importations Brésil-Tunisie	Autres engrais phosphatiques	78,19	83,49
	Phosphates naturels	5,30	

Source : Élaboration propre à partir de *UN Comtrade*.

La concentration des échanges n'est pas bon signe car elle suppose une forte dépendance du commerce à l'égard de certains biens, et du maintien de leur prix. De plus, les matières premières sont caractérisées par une volatilité de leur valeur beaucoup plus importante que dans les cas des autres secteurs économiques, à plus forte valeur ajoutée. Par exemple, les importations brésiliennes en provenance du Maghreb présentent de fortes variations, notamment dues aux fluctuations des achats de produits algériens (Fig. 2). Or, les principaux biens importés d'Algérie par le Brésil sont du pétrole brut et des produits pétroliers, dont les prix ont beaucoup varié ces dernières années. Les importations ont très brusquement diminué, notamment entre 2005 et 2006 puis entre 2008 et 2009.

Tab. 8 : Exemples de variations des importations brésiliennes d'Algérie en 2005-2006

Année	2005		2006	
Importations Produits	Somme (en millions de US\$)	Quantité (en kg)	Somme (en millions de US\$)	Quantité (en kg)
Pétrole brut (33101)	2 383	5 257 119 883	1 599	2 969 926 683
Variations 2006/2005 (en %)			(32,88)	(43,50)
Produits pétroliers (332)	437	926 543 465	326	584 733 136
Variations 2006/2005 (en %)			(25,39)	(36,89)

Source : UN Comtrade. NB : Valeurs négatives indiquées entre parenthèses.

Tab. 9 : Exemples de variations des importations brésiliennes d'Algérie en 2008-2009

Année	2008		2009	
Importations Produits	Somme (en millions deUS\$)	Quantité (en kg)	Somme (en millions de US\$)	Quantité (en kg)
Pétrole brut (33101)	1 663	1 820 234 567	760	1 560 938 922
Variations 2009/2008 (en %)			(54,31)	(14,25)
Produits pétroliers (332)	522	641 934 421	508	872 022 853
Variations 2009/2008 (en %)			(2,68)	35,84

Source : UN Comtrade. NB : Valeurs négatives indiquées entre parenthèses.

Tab. 10 : Exemples de variations des importations brésiliennes du Maroc en 2008-2009

Année	2008		2009	
Importations Produits	Somme (en millions de US\$)	Quantité (en kg)	Somme (en millions de US\$)	Quantité (en kg)
Phosphates naturels (2713)	151	793 923 138	54	565 220 964
Variations 2009/2008 (en %)			(64,60)	(28,81)
Pentoxyde phosphoré et acides phosphoriques (51335)	313	320 953 380	30	101 557 319
Variations 2009/2008 (en %)			(90,43)	(68,36)
Autres engrais phosphatiques (56129)	181	209 251 081	60	254 678 194
Variations 2009/2008 (en %)			(67,11)	21,71
Engrais (5619)	398	402 568 129	142	442 021 535
Variations 2009/2008 (en %)			(64,21)	9,80

Source : UN Comtrade. NB : Valeurs négatives indiquées entre parenthèses.

Comme l'indiquent les Tab. 8 et 9, les variables explicatives des fluctuations des importations brésiliennes d'Algérie changent en fonction des deux situations. Les achats de pétrole brut chutent dans chaque cas. En revanche, la diminution de 2005-2006 correspond à une baisse des quantités achetées alors que celle de 2008-2009 s'explique par la dégringolade des prix du pétrole dans le sillage de la crise économique internationale. Ainsi, entre 2008 et 2009, les quantités de pétrole brut importées par le Brésil se rétractent bien de 14 %, mais le montant de ces importations chute beaucoup plus, d'environ 54 %, ce qui induit la réduction du prix de l'or noir. Les achats de produits pétroliers suivent une logique similaire, effet-quantité en 2005-2006 suivi d'un effet-prix en 2008-2009. On remarque toutefois que, si la somme des importations de ces biens diminue entre 2008 et 2009, la quantité quant à elle augmente, ce qui explique la moindre influence du facteur prix pour les produits pétroliers.

Le cas marocain abordé dans le tableau suivant nous invite à nuancer l'exemple algérien. Bien que d'une moindre ampleur, les

variations des importations brésiliennes en provenance du Maroc sont également importantes. Cette fois-ci cependant, c'est le cumul des deux effets qui permet d'expliquer la diminution des échanges d'une année sur l'autre. L'évolution des relations commerciales dépend donc du contexte de vente de chaque produit ; il s'avère imprudent de tirer des conclusions d'ensemble.

Dans notre cas d'étude, cette concentration révèle également la domination de certains produits pour les économies respectives. En d'autres termes, le profil des échanges économiques nous sert à prouver que c'est surtout sectoriellement que le Maghreb importe pour le Brésil (Tab. 11). L'Algérie est le principal partenaire économique de la région pour le Brésil ; elle n'est pourtant pas la plus déterminante pour les importations brésiliennes. Les deux premiers produits achetés par le Brésil, respectivement le pétrole brut et les produits pétroliers, ne représentent qu'environ 10 % et 5 % des importations brésiliennes pour ces deux biens.

Le Maroc et la Tunisie constituent en revanche des acteurs beaucoup plus stratégiques pour le Brésil dans le domaine des engrais. Ensemble, ces deux pays fournissent 86 % des « pentoxyde phosphoré et acides phosphoriques », 52 % du phosphate naturel et 35 % des « autres engrais phosphatiques » importés par le Brésil. Or, ces produits comptent pour l'économie brésilienne car ils sont indispensables à l'agriculture intensive du géant sud-américain.

Le Brésil s'impose aussi sur certains marchés des économies maghrébines. Les produits brésiliens monopolisent même les achats de sucre brut dans les trois pays et de viande bovine en Algérie avec des taux frôlant parfois les 100 %.

Tab. 11 : Importance sectorielle du commerce Brésil-Maghreb en 2008

Exportations brésiliennes	Pays	Part de marché dans les importations du pays concerné	Importations brésiliennes	Pays	Part de marché dans les importations brésiliennes
Sucre brut	Algérie	84,63	Engrais	Maroc	16,89
Viande bovine	Algérie	99,99	Pentoxyde phosphoré et acides phosphoriques	Maroc	86,30
Sucre brut	Maroc	99,99	Autres engrais phosphatiques	Maroc	18,17
Graines de soja	Maroc	55,66	Phosphates naturels	Maroc	48,60
Sucre raffiné	Tunisie	77,70	Autres engrais phosphatiques	Tunisie	16,97
Sucre brut	Tunisie	99,97	Phosphates naturels	Tunisie	3,68

Source : Élaboration propre à partir de UN Comtrade.

Les relations commerciales entre le Brésil et le Maghreb présentent donc une importance relative mais dont la densité sectorielle justifie certains égards de la diplomatie brésilienne envers ces trois États. La prépondérance marocaine dans les importations de phosphate, l'existence de traités de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis, et l'Union européenne (UE), ainsi que la forte croissance de ce pays depuis plusieurs années (Tab. 5) permettent en partie de comprendre pourquoi le Marché commun du Sud (Mercosur²⁵) a entamé des négociations avec ce pays en novembre 2004, en vue d'établir une zone de libre-échange progressive. Ce projet permettrait de sécuriser les achats brésiliens d'engrais et d'ouvrir potentiellement de nouveaux débouchés aux produits brésiliens, se servant du Maroc comme d'une plate-forme²⁶. Cependant, les négociations stagnent depuis cette date, la première réunion de suivi ayant eu lieu quatre ans plus tard seulement, en avril 2008²⁷. À titre de comparaison, l'Égypte a également commencé à discuter un accord de libre-échange progressif en juillet 2004 pour parvenir à boucler les négociations en août 2010²⁸.

Enfin, les liens financiers affichent de faibles niveaux. La Banque centrale brésilienne ne comptabilise aucun investissement direct étranger (IDE) provenant du Maghreb ces dernières années. Il semble de même que les entreprises brésiliennes soient peu présentes en Algérie, voire inexistantes au Maroc et en Tunisie. Nous avons seulement pris connaissance d'un projet d'entreprise conjointe entre la brésilienne Randon et l'algérienne Cevital pour l'installation d'une ligne de montage de véhicules. En 2011, l'entreprise brésilienne confirme posséder une unité de montage en Algérie, la ACTS²⁹. Le conglomerat brésilien Andrade Gutierrez est également présent en Algérie depuis 2006, via la société Zagope, dans le domaine de la construction civile. Selon les données diffusées par l'entreprise, Zagope a déjà réalisé le barrage de Boussiaba ainsi que la deuxième piste de l'aéroport d'Oran. Les autres projets en cours portent sur la construction du viaduc de Constantine, du métro d'Alger, de 200 kilomètres de gazoducs et du port d'El-Aouana³⁰.

²⁵ Communauté économique créée en 1991 et regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

²⁶ Se reporter au site Internet suivant :

<<http://www.mre.gov.py/dependencias/tratados/mercosur/registro%20mercosur/mercursosurprincipal.htm>> (consulté le 5 août 2011).

²⁷ « Marrocos e Mercosul negociam acordo em Rabat », *ANBA*, 7 avril 2008.

²⁸ « Acordo de Livre Comércio Mercosul – Egito », *Note du MRE*, n° 491, 2 août 2010.

²⁹ « Lula e Bouteflika convocam empresários a buscar parcerias », *ANBA*, 10 février 2006 et <<http://www.randon.com.br/pt/global-presence>> (consulté le 5 août 2011).

³⁰ Se reporter au site Internet suivant :

<<http://www.zagope.pt/Default.aspx?tabid=230>> (consulté le 10 août 2011) ; « Lula e Bouteflika convocam empresários a buscar parcerias », *ANBA*, 10 février 2006. Le groupe Andrade Gutierrez a racheté Zagope en 1987.

Les acteurs du secteur privé se sensibilisent tout de même progressivement pour améliorer les relations économiques entre le Brésil et le Maghreb. Une chambre de commerce et d'industrie Brésil-Maghreb a ainsi vu le jour au Brésil en juin 1991. Son idée remonte à la visite du président Figueiredo au Maroc en 1984³¹. Dans les années 1950, la chambre de commerce arabo-brésilienne est lancée par le secteur privé³². Basée à São Paulo, cette entité vise à stimuler l'intérêt envers les pays arabes au Brésil et elle est souvent associée aux activités du gouvernement à ce propos. En septembre 2003, elle a également lancé une agence de presse, *Agência de Notícias Brasil-Árabe* (ANBA) qui diffuse de nombreuses informations sur le monde arabe³³. Plusieurs de ses bulletins sont d'ailleurs utilisés dans ce travail. Dans l'autre sens, des initiatives existent aussi. Par exemple, l'Association marocaine d'exportateurs (ASMEX) a ouvert un bureau à Rio de Janeiro en 2000, il s'agit du premier en Amérique latine³⁴. Des initiatives existent donc, mais les récentes turbulences politiques dans le monde arabe sont sources de nombreux changements ; il convient alors d'analyser comment elles peuvent se ressentir dans les relations du Brésil avec le Maghreb.

³¹ Se reporter au site Internet suivant :

<http://www.ambassadedubresil.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=58&lang=fr>, (consulté le 1^{er} août 2011).

³² Voir le site Internet trilingue : <<http://www.ccab.com.br/arabe-brasil/en/home.fss>> (consulté le 7 août 2011).

³³ Se reporter au site Internet suivant : <<http://www.anba.com.br/sobre.kmf>> (consulté le 7 août 2011).

³⁴ « L'ASMEX ouvre une délégation à Rio de Janeiro », *L'Économiste*, 18 octobre 2000.

Effets des révolutions arabes Entre réaction timide et résistance commerciale

Les événements politiques survenus depuis fin 2010 dans le monde arabe modifient brusquement la configuration interne de certains pays, notamment de la Tunisie au Maghreb. Lorsque de tels changements se produisent, on peut s'attendre à des répercussions sur les relations internationales des États concernés. Nous nous intéresserons principalement à la réaction de la diplomatie brésilienne face aux révoltes arabes, ainsi qu'aux conséquences éventuelles sur les relations commerciales interrégionales.

Malgré l'affichage d'ambitions globales – dont l'accès à un siège permanent au Conseil de sécurité est le symbole le plus connu, la diplomatie brésilienne est restée très prudente à propos des événements tunisiens. Si de multiples bulletins sont émis par Itamaraty à partir de février 2011, la première publication concernant la Tunisie n'est diffusée que le 14 janvier 2011³⁵. Celle-ci se cantonne à des déclarations très générales et peu compromettantes : « Le gouvernement brésilien accompagne avec préoccupation les incidents en cours en Tunisie et regrette profondément les décès survenus. Le Brésil espère que prévale le dialogue, dans le cadre de l'ordre constitutionnel. Le gouvernement brésilien manifeste son désir que la Tunisie puisse retrouver, le plus rapidement possible, le calme et la stabilité. »

Ce peu d'attention peut être relié au changement de gouvernement brésilien qui s'est produit le 31 décembre 2010 et a détourné le regard brésilien de cette actualité internationale. Dès le mois de février, les communiqués se multiplient et les diplomates brésiliens s'engagent plus en soutien des mouvements populaires : « Le gouvernement et le peuple brésiliens se solidarisent avec les manifestations éloquentes des sociétés du monde arabe en faveur de la réalisation de leurs justes aspirations et désirs pour une plus grande participation dans les décisions politiques, dans un contexte

³⁵ « Onda de protestos na Tunísia », *Note du MRE*, n° 14, 14 janvier 2011. Extrait original : « O Governo brasileiro acompanha com preocupação os incidentes em curso na Tunísia e lamenta profundamente as mortes ocorridas. O Brasil espera que prevaleça o diálogo, dentro da ordem constitucional. O Governo brasileiro manifesta o desejo de que a Tunísia possa retornar, o mais breve possível, à calma e à estabilidade ».

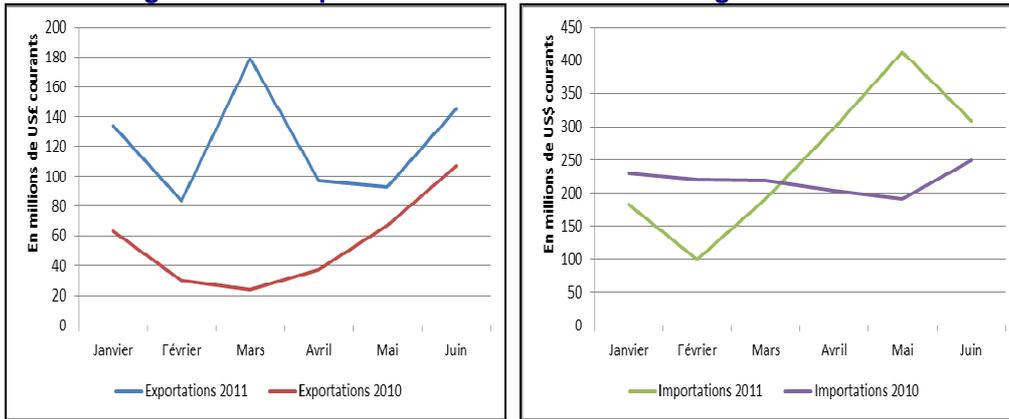
démocratique³⁶. » Aucun incident diplomatique n'est venu perturber les relations bilatérales du Brésil avec le Maghreb durant cette période mouvementée³⁷.

Au niveau commercial non plus, les révoltes dans les pays maghrébins n'ont pas endommagé les échanges. Au contraire, les exportations brésiliennes vers l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont même été plus importantes que pendant les six premiers mois de 2010 : + 122 % pour l'Algérie, + 24,5 % pour le Maroc et + 168 % pour la Tunisie (Fig. 3 à 8). Des diminutions sont certes observables mais elles ne coïncident pas avec les événements nationaux, à savoir le mois de juin pour la Tunisie avec une baisse relative, et les mois de mars et de mai pour le Maroc, rapidement récupérés par des mois d'avril et de juin meilleurs que ceux de 2010.

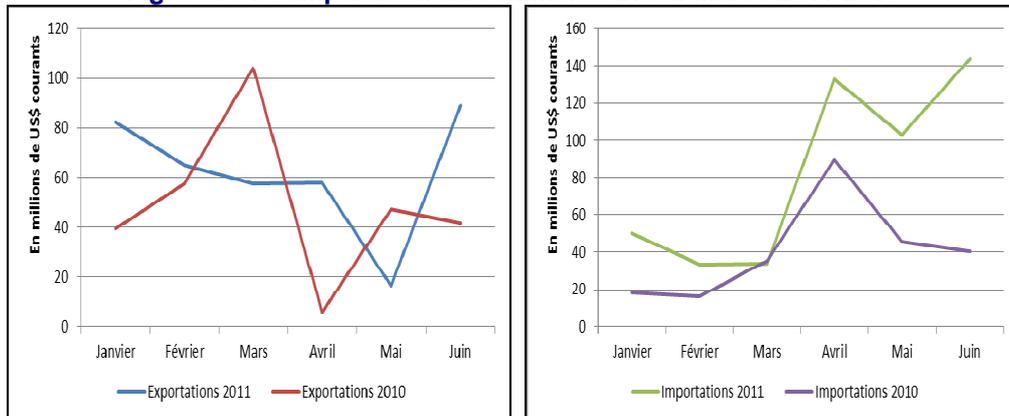
Concernant les importations, les évolutions sont plus diverses. Les achats de produits algériens par le Brésil augmentent (+ 13,7 %), malgré une diminution des échanges durant les trois premiers mois de l'année. La reprise des trois mois suivants a permis de gommer la première tendance. Les ventes du Maroc vers le Brésil sont en hausse de 102,6 %. En revanche, les importations de Tunisie connaissent une chute sensible (- 29,6 %) mais la baisse des échanges débute en mars, avec des mois de janvier et de février positifs. Il est par conséquent difficile de détecter un effet déterminant des révoltes arabes sur le commerce entre le Brésil et ses partenaires du Maghreb au cours des six premiers mois de l'année 2011.

³⁶ « Situação nos países árabes », *Note du MRE*, n°88, 4 mars 2011. Extrait original : « O Governo e o povo brasileiros se solidarizam com as eloquentes manifestações das sociedades no mundo árabe em favor da realização de suas justas aspirações e anseios por maior participação nas decisões políticas, em ambiente democrático ».

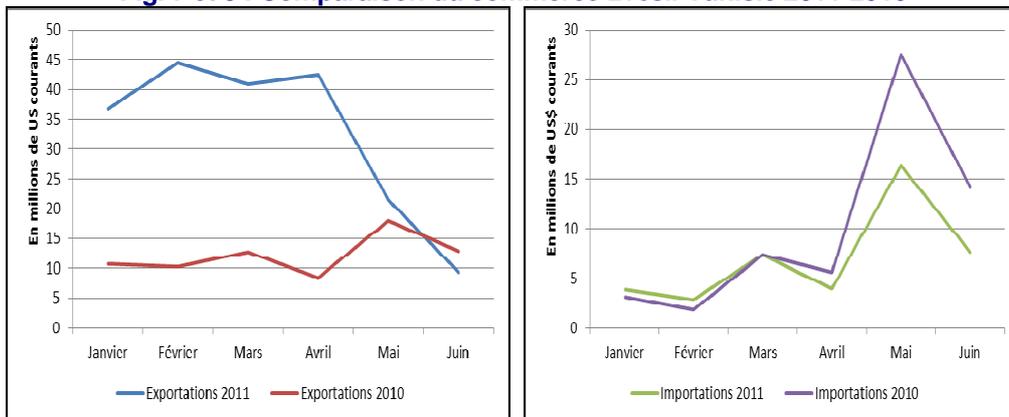
³⁷ En revanche, un journaliste brésilien a été enlevé en Libye, mais rapidement libéré. « Liberan en Libia a periodista brasileiro », *La Prensa*, 10 mars 2011.

Fig. 3 et 4 : Comparaison du commerce Brésil-Algérie 2011-2010


Source : ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur (MDIC/SECEX)

Fig. 5 et 6 : Comparaison du commerce Brésil-Maroc 2011-2010


Source : ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur (MDIC/SECEX)

Fig. 7 et 8 : Comparaison du commerce Brésil-Tunisie 2011-2010


Source : ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur (MDIC/SECEX)

Conclusion

Les relations qu'entretient le Brésil avec les pays du Maghreb peuvent paraître paradoxales. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie ne semblent pas représenter des priorités de la diplomatie brésilienne. Les hésitations du passé ont laissé la place à un manque de soutien international, comme en attestent l'exemple du Maroc et de sa candidature de Tanger 2012 et la faible réactivité aux révoltes en Tunisie. De plus, les échanges économiques sont peu représentatifs dans l'ensemble du commerce brésilien et les investissements demeurent minimes.

Cependant, ces pays n'ont pas été ignorés par le gouvernement du président Lula. Lui-même s'est rendu en Algérie, pour la seconde visite d'un dirigeant brésilien de l'histoire, et Celso Amorim a voyagé au moins quatre fois au Maghreb, rythme sans précédent pour un ministre brésilien des Relations extérieures. Les liens économiques avec ces trois États n'ont certes pas d'importance globale ; en revanche, ils comptent dans certains secteurs déterminés. Les trois font notamment partie des pays arabes acheteurs de matières premières à fort potentiel. Surtout, ils importent comme pourvoyeurs d'hydrocarbures historiquement non négligeables, dans le cas de l'Algérie, et comme fournisseurs de produits phosphatés pour le Maroc et la Tunisie.

Ces dernières années, l'Algérie est devenue le principal partenaire maghrébin du Brésil, tant au niveau des relations commerciales et des investissements que concernant les visites de haut niveau et la concrétisation des projets de coopération technique. Historiquement, le Maroc a disputé cette place à l'Algérie ; au début de la relance des relations politiques, ce pays a d'ailleurs répondu de manière enthousiaste au dynamisme brésilien. Cependant, ce premier élan s'est estompé.

Les révoltes populaires qu'a connues le Maghreb à partir de décembre 2010 ne semblent pas avoir, dans un premier temps, effrité les relations du Brésil avec ces trois pays. La durée de ces mouvements nous amène cependant à la prudence et donc à ne considérer ces premières conclusions que dans un contexte encore proche et en pleine évolution.

L'attitude de la diplomatie brésilienne à l'égard du Maghreb éclaire deux composants de sa politique étrangère. Les aspirations globales de ce pays émergent exigent une présence mondiale universelle, pour des raisons politiques (se montrer comme un acteur

actif, obtenir des soutiens internationaux) et économiques (s'ouvrir de nouveaux marchés, assurer son modèle de développement). De plus, les relations avec les États maghrébins mettent en relief une pratique de l'équidistance, caractéristique de la diplomatie brésilienne. Les acteurs brésiliens se sont traditionnellement attachés à maintenir de bonnes relations avec l'ensemble de leurs partenaires internationaux³⁸. Cette « tradition » peut s'avérer difficile à tenir au fur et à mesure que le Brésil se rapproche des pays en développement ; le Maroc en a subi les conséquences. Pour le moment cependant, les diplomates brésiliens excellent dans cet exercice d'équilibrisme et permettent à leur pays de jouir d'une image extrarégionale généralement très favorable, ce qui facilite le rapprochement avec le Maghreb.

³⁸ A. Rouquié, « Puissance régionale ou acteur mondial ? », in *Le Brésil au XX^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 363.

Recommandations

- Les trois pays du Maghreb devraient profiter de l'actuelle bonne volonté brésilienne pour davantage bénéficier de projets de coopération technique et de transferts de connaissance. En outre, les gouvernements brésiliens se sont pour le moment montrés favorables à la concrétisation de programmes triangulaires, c'est-à-dire associant deux pays en développement (un récepteur et un donateur de savoir-faire) et un pays développé (apportant également des connaissances et souvent le financement). S'ils manquent d'expérience à propos de leurs interlocuteurs brésiliens, les trois États maghrébins peuvent éventuellement faire appel aux acteurs français avec qui le Brésil développe déjà plusieurs projets, notamment dans le domaine agricole. De même, les agents de la coopération française ont la possibilité de jouer le rôle de médiateurs auprès des représentants maghrébins. Les projets bilatéraux ont cependant l'avantage d'être moins complexes à dessiner et de renforcer l'autonomie des gouvernements maghrébins à l'égard de leurs partenaires traditionnels.

- L'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont intérêt à diversifier leurs échanges avec le Brésil afin de les rendre moins volatiles, mais également afin d'effacer tout effet de dépendance. D'un côté, l'Algérie, avec les hydrocarbures, et les deux autres pays, grâce aux phosphates, devraient chercher à se maintenir comme partenaires sectoriels importants pour le Brésil. De l'autre, les États maghrébins devraient casser le monopole brésilien sur certaines importations, comme le sucre, car cette situation comporte des risques de déséquilibre et donc d'asymétrie en faveur du Brésil. En effet, il détient grâce à ce monopole un potentiel outil diplomatique pour faire pression sur ces trois pays.

- Avec la hausse des liens économiques entre le Brésil et le monde arabe, une partie du secteur privé brésilien développe une attention nouvelle à l'égard de ces partenaires. La création de la chambre de commerce arabo-brésilienne dès les années 1950 symbolise cette tendance. Les acteurs maghrébins intéressés par un rapprochement avec le Brésil peuvent user de la chambre de commerce comme d'une porte d'entrée. De plus, le Brésil est doté d'une importante communauté d'origine arabe (descendants de Libanais, Syriens et Palestiniens), qui possède plusieurs organisations, notamment dans la région de São Paulo, et qui peut également servir d'intermédiaire avec le marché national brésilien.

Bibliographie

- Agence brésilienne de coopération (ABC), *South-South Cooperation Activities Carried Out by Brazil*, rapport, 2007, 106 p.
- Agence brésilienne de coopération (ABC), *A cooperação técnica do Brasil para a África*, rapport, 2010, 186 p.
- Abis, S., Nardone, J., « Le Brésil : future ferme du monde arabe ? », *Futuribles*, n° 356, octobre 2009, p. 13-29.
- Altemani, H., Albuquerque Mourão, F. A., « O processo de definição da política externa africana no Brasil », in Albuquerque, J. A. G., Altemani, H. (dir.), *A política externa brasileira na visão de seus protagonistas*, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2005, p. 47-78.
- Cervo, A. L., Bueno, C., *História da política exterior do Brasil*, Brasilia, Université de Brasilia, 2008, 3^e éd., 559 p.
- Filho, P. P., Lessa A. C., « O Itamaraty e a África : As Origens da Política Africana do Brasil », *Estudos Históricos*, vol. 39, janvier-juin 2007, p. 57-81.
- Muxagato, B., « La montée en puissance du Brésil de Lula », *Questions internationales*, n° 41, janvier-février 2010, p. 103-109.
- Ribeiro, C., « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009, p. 71-91.
- Rodrigues, J. H., *Brasil e África: Outro Horizonte*, 1982, 3^e éd., 520 p.
- Rouquié, A., « Puissance régionale ou acteur mondial ? », in Rouquié, A., *Le Brésil au XXI^e siècle, Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 325-381.
- Vargas, E. G., *Cronologia das Relações Internacionais do Brasil*, Brasilia, FUNAG/Contraponto, 2007, 2^e éd., 336 p.
- Vihena de Araujo, H. (dir.), *Diálogo América do Sul-Países Árabes*, Brasilia, FUNAG, 2005, 482 p.

Annexe

Tab. 12 : Principaux produits échangés entre le Brésil et le Maghreb en 2008

Exportateur	Importateur	Produit	Part dans les échanges bilatéraux
Brésil	Algérie	Sucre brut (0611)	30,18
Brésil	Algérie	Viande bovine (0111)	26,06
Brésil	Algérie	Sucre raffiné (0612)	8,53
Brésil	Algérie	Huile de soja (4212)	7,82
Algérie	Brésil	Pétrole brut (33101)	66,59
Algérie	Brésil	Produits pétroliers (332)	20,90
Algérie	Brésil	Gaz naturel (3411)	10,72
Brésil	Maroc	Sucre brut (0611)	48,76
Brésil	Maroc	Maïs non broyé (0440)	12,69
Brésil	Maroc	Graines de soja (2214)	10,64
Maroc	Brésil	Engrais (5619)	34,80
Maroc	Brésil	Pentoxyde phosphoré et acides phosphoriques (51335)	27,35
Maroc	Brésil	Autres engrais phosphatiques (56129)	15,83
Maroc	Brésil	Phosphates naturels (2713)	13,24
Brésil	Tunisie	Huile de soja (4212)	23,13
Brésil	Tunisie	Sucre raffiné (0612)	16,12
Brésil	Tunisie	Sucre brut (0611)	14,93
Tunisie	Brésil	Autres engrais phosphatiques (56129)	78,19
Tunisie	Brésil	Phosphates naturels (2713)	5,30

Source : UN Comtrade.

NB : entre parenthèses, la classification des produits selon la base de données UN Comtrade, Rev.1